



Westminster & City News

NUMÉRO 2

Du 10 au 16 janvier 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

Le nouveau gouvernement nord-irlandais demande davantage de financements du gouvernement central – Les *leaders* du DUP et de Sinn Fein ont qualifié la proposition de transfert du gouvernement central dans les services publics nord-irlandais (2 Md£) de « cruellement insuffisante » et estimé que le manque de financement était de nature à « rendre plus difficile le partage de pouvoirs » au sein de l'Assemblée législative de Stormont. Le gouvernement britannique procéderait à un transfert immédiat de 550 M£, dont 200 M£ iraient au règlement de la question de la rémunération des infirmières et à l'atteinte de l'objectif de « parité salariale » avec le reste du RU dans les deux ans à venir. Julian Smith, le ministre britannique délégué aux questions nord-irlandaises, a indiqué que les nouveaux financements devraient s'accompagner d'un transfert équivalent de responsabilité quant à l'utilisation des fonds publics. Un « conseil conjoint » devrait être mis en place avec le gouvernement britannique et les administrations dévolues pour surveiller les dépenses.

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

L'économie britannique se contracte de 0,3 % en novembre 2019 – Ce [chiffre de l'ONS](#) a surpris les économistes qui anticipaient une stagnation de l'activité en novembre. Ce ralentissement s'explique en partie par l'écoulement des stocks accumulés en octobre, alors que s'intensifiait le risque d'un Brexit sans accord. Cette baisse n'est pas limitée au secteur manufacturier (-1,7 % en novembre) mais a également touché les services (-0,3 %), tandis que la construction se porte mieux (+1,9 %). Si l'ONS a revu à la hausse les chiffres du PIB pour septembre et octobre (croissance de +0,1 % sur chaque mois), la croissance sur les trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents est de seulement 0,1 %. Un rebond de l'activité est attendu en décembre, porté par l'amélioration du climat des affaires après les élections anticipées. La croissance devrait toutefois être nulle au quatrième trimestre 2019. Ces signes de ralentissement de l'économie ont fait chuter le cours de la livre sous la barre des 1,30 \$ pour la première fois en 2020.

L'inflation est à son plus bas niveau depuis trois ans – Selon [des chiffres de l'ONS](#), l'inflation CPI a chuté à 1,3 % en décembre (glissement annuel), contre 1,5 % en novembre. Cette tendance est en grande partie portée par la baisse du prix des hôtels et des billets d'avion. Le chiffre est proche de la prévision de la BoE (1,4 %) mais reste inférieur à sa cible de 2 % d'inflation. Cette donnée, qui vient s'ajouter à l'annonce de la contraction de l'économie britannique en novembre, rehausse la probabilité d'une baisse du taux directeur de la BoE lors de la réunion du comité de politique monétaire du 30 janvier. Ces derniers jours, les membres du comité Gertjan Vlieghe et Senreyro Tenreyro ont par ailleurs annoncé qu'ils pourraient [voter en faveur](#) d'une réduction du taux si l'activité ne montrait pas de signe de reprise d'ici fin janvier. La publication des indices des directeurs d'achats IHS Markit (PMI) le 24 janvier auront donc une influence majeure sur la décision du comité concernant le taux directeur la semaine suivante.

BREXIT

La réglementation financière post-Brexit est toujours au cœur de l'actualité de la City - Dans une interview accordée à Reuters, Steven Maijor, le président de l'Autorité européenne des marchés financiers, a déclaré que d'un point de vue technique, les accords d'équivalence portant sur les chambres de compensation britanniques après la période de transition pourraient être conclus d'ici juin 2020 mais a averti que l'accès des sociétés de services financiers britanniques au marché de l'UE dépendra de l'issue des négociations politiques sur la future relation du RU avec l'UE. Par ailleurs, la City a réagi positivement aux propos de Mark Carney, gouverneur de la Banque d'Angleterre, sur le fait que le RU devrait chercher à conserver l'autonomie de son régime réglementaire mais continue de défendre l'équivalence avec l'UE. Le Directeur de UK Finance, Stephen Jones, a également souligné la nécessité pour le RU d'établir un mécanisme institutionnel clair pour le dialogue réglementaire et de conserver une voix forte au niveau mondial pour influencer les décisions réglementaires.

RÈGLEMENTATION FINANCIÈRE ET MARCHÉS FINANCIERS

La FCA supervisera la mise en œuvre des obligations anti-blanchiment sur la crypto - Dans le cadre de l'entrée en vigueur de la 5^e directive anti-blanchiment, la [FCA](#) sera l'autorité chargée de contrôler que les prestataires de services d'échange entre monnaies virtuelles et monnaies légales et les prestataires de services de portefeuilles de conservation (*custodian wallet providers*) remplissent leurs obligations d'identification de leurs clients et d'évaluation des risques de blanchiment de capitaux et de financement de terrorisme auxquelles elles sont exposées. Les nouvelles entreprises qui souhaitent se lancer dans ces activités doivent être enregistrées dès à présent auprès de la FCA alors que celles qui exercent déjà auront jusqu'à janvier 2021 pour le faire. La FCA précise que l'enregistrement ne vaut pas agrément et qu'il ne permettra pas aux clients de ces entreprises de bénéficier des services du médiateur ou de la protection liée à la garantie des dépôts.

La FCA veut renforcer l'encadrement des taux d'intérêt des comptes épargne – Dans le cadre d'une [consultation](#), la FCA souhaiterait priver les banques de la possibilité de modifier à la baisse et sans en informer leurs clients les taux d'intérêt des comptes d'épargne. Les banques pourront toujours disposer d'une gamme de taux d'intérêt de lancement pour attirer de nouveaux clients mais ce taux devra être maintenu au-delà des 12 premiers mois. Avec ces nouvelles règles, la FCA espère accroître la transparence et la concurrence sur le marché de l'épargne en obligeant les banques à augmenter des taux d'intérêt historiquement bas afin de conserver leurs clients de longue date. Selon les estimations de la FCA, les épargnants devraient recevoir 260 M£ de plus par an en paiements d'intérêts. La fédération UK Finance avertit néanmoins que cette mesure pourrait aussi entraîner une hausse des taux d'intérêt pour les emprunteurs et les clients des prêts hypothécaires.

S. Woods fait le point sur les futures priorités de la PRA – Dans un entretien au Telegraph, S. Woods, le directeur de la PRA, a annoncé que son organisation fera respecter plus strictement les réglementations financières aux grandes banques qu'elle supervise. En 2019, la PRA avait déjà infligé l'amende la plus importante de son histoire à Citi (44 M£) et épinglé Metro Bank pour une erreur comptable majeure, ce qui avait entraîné la chute du cours de son action. A l'avenir, la PRA devra également lever les obstacles à la croissance des petites banques, surveiller la guerre des prix sur le marché des prêts hypothécaires, et s'assurer que Metro Bank reparte de l'avant après une année désastreuse. S. Woods s'est montré ouvert à une certaine dose de consolidation dans le secteur bancaire et a défendu la réforme « *ring-fencing* », qui exige que les grandes banques séparent leurs activités de détail au RU de leurs autres activités plus risquées, telles que les opérations interbancaires. Selon le Telegraph, S. Woods serait un candidat naturel pour remplacer A. Bailey, en partance vers la BoE, à la tête de la FCA.

La FCA a lancé son enquête sur les administrateurs de fonds – Les administrateurs de fonds (« *authorised corporate directors* ») sont des entités privées mandatées par les fonds d'investissement pour s'assurer que ces derniers respectent les réglementations et n'exposent pas leurs investisseurs finaux à des risques trop élevés. En juin 2019, l'administrateur *Link* avait attiré l'attention de la FCA en ordonnant la suspension puis la liquidation du fonds *Woodford Equity Income Fund*. Même si les gestionnaires de fonds peuvent faire appel à un administrateur interne, le recours à un administrateur externe est perçu comme une meilleure pratique. Cette configuration ne supprime pas toutefois le risque de conflit d'intérêt : l'administrateur externe pourrait être incité à ne pas contrarier son client gestionnaire par peur de se voir destituer de son mandat. D'autant plus que certains administrateurs

externes ne disposent pas toujours de moyens adéquats pour superviser de larges fonds. L'enjeu de l'enquête de la FCA sera donc de fixer des règles concernant la relation de travail entre fonds et administrateurs.

La FCA et la BoE exhortent les acteurs financiers à accélérer le remplacement du Libor – Selon le *Financial Times*, les [superviseurs britanniques](#) craignent que l'industrie financière n'ait pas finalisé le remplacement du Libor par le SONIA, un taux de référence alternatif, d'ici la fin de l'année 2021. La FCA et la BoE ont donc fixé au 2 mars 2020 la date limite après laquelle les acteurs financiers devraient utiliser le SONIA au lieu du Libor dans leurs contrats de *swaps* de taux d'intérêts. Par ailleurs, le comité sur les taux de référence, qui travaille sous l'égide de la BoE, a publié une [feuille de route](#) afin d'accélérer la transition du Libor vers le SONIA en 2020. Celle-ci encourage notamment les acteurs financiers à cesser l'émission de contrats de dettes fondés sur le Libor d'ici le troisième trimestre 2020.

FINTECH

Londres est le premier centre européen pour le financement des entreprises numériques – Selon une [étude](#), le montant de l'investissement en capital-risque dans les entreprises numériques basées au RU a atteint 10,1 Md£ en 2019, soit une hausse de 44 % en un an. Ce taux de croissance est supérieur à celui de tous les autres pays couverts par l'étude (les investissements aux Etats-Unis et en Chine ont notamment baissé de 20 % et 65 % respectivement). Le RU comptabilise un tiers du total des investissements en capital-risque dans le numérique au niveau européen, loin devant l'Allemagne (5,4 Md£) et la France (3,4 Md£). Les secteurs ayant attiré le plus de capital-risque au RU en 2019 sont la Fintech, l'intelligence artificielle et l'énergie propre. La Fintech a notamment recueilli 5,4 Md£ en 2019, un chiffre deux fois plus important qu'en 2018. En limitant l'immigration de talents européens, le Brexit pourrait cependant mettre un frein à la croissance du secteur numérique au RU.

Le nombre de Fintech basées en Ecosse a augmenté de 60 % en 2019 – Ces informations sont révélées par l'organisation [Fintech Scotland](#), une initiative conjointe des entreprises de services financiers, de l'Université d'Edimbourg, du gouvernement écossais et de la Scottish Enterprise, créée en 2017 et qui vise à promouvoir la croissance des Fintech. En 2019, l'Ecosse comptait 119 entreprises Fintech sur son territoire, contre 72 en 2018. Cette augmentation est le résultat de l'arrivée de nouvelles start-ups, d'entreprises étrangères (Gobbill d'Australie, Polydigi de Hong-Kong, EedenBull de Norvège et QWallets des Etats-Unis) mais également d'entreprises déjà britanniques mais qui n'étaient pas encore présentes en Ecosse. Pour la directrice générale de Scottish Enterprise, ces bons chiffres s'expliquent par le rôle que l'Ecosse joue dans le domaine des services financiers et de l'innovation et qui la place parmi les meilleurs écosystèmes Fintech du monde.

L'open banking peine à se développer deux ans après sa mise en place – Selon les [informations](#) publiées par la *Federation of Small Businesses*, la majorité des entreprises reste encore très prudente quant au partage des données bancaires par voie électronique et seule une petite proportion d'entre elles a eu recours aux « services bancaires ouverts ». Seulement 15 % des petites entreprises partagent actuellement les données de leurs comptes bancaires commerciaux par voie électronique avec des tiers, et la plupart d'entre elles le font pour mettre à jour leur logiciel de comptabilité. Environ deux tiers des entreprises interrogées ont déclaré qu'elles n'envisageraient pas d'utiliser les services de l'*open banking* et quatre sur dix ont déclaré qu'elles considéraient ce service comme risqué, tandis qu'une proportion similaire a déclaré qu'elle était incertaine des avantages de le faire. L'*open banking*, qui permet de partager des informations financières avec d'autres banques et fournisseurs de services financiers, est conçu pour faciliter la gestion de trésorerie et l'obtention de meilleures offres de produits et services financiers à moindre coût.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba,
Laura Guenancia et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 16 janvier 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T2 2019	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,5%	1,7%
PIB en glissement trimestriel (T2 2019)		-0,2%	0,4%
PIB par habitant		0,9%	1,0%
Inflation (IPC)		2,0%	2,2%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,1%	2,0%
	Consommation	1,8%	2,3%
	Dépenses publiques	1,3%	0,4%
	Exportations (B&S)	0,6%	2,4%
	Importations (B&S)	4,0%	3,0%
Approche par la production	Secteur manufacturier	-0,1%	1,3%
	Secteur de la construction	1,5%	3,9%
	Secteur des services	1,9%	1,9%
Parmi les services	Finance et assurances	-2,2%	0,4%
	Ventes au détail	3,9%	3,2%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T2 2019	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,9%	4,3%
Taux d'emploi		76,1%	75,3%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,1	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,5%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,4%	2,6%
Salaires réels	Croissance annuelle	1,3%	0,6%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,6%	0,6%
Taux d'épargne des ménages		4,5%	4,9%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T2 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,3%	-2,0%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	83,1%	84,3%
Investissement public net	-1,9%	-1,9%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T2 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,9%	-4,3%
Balance des B&S		-2,0%	-1,5%
Balance des biens		-6,9%	-6,7%
Balance des services		4,9%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,14	1,14
	GBP/USD	1,29	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.